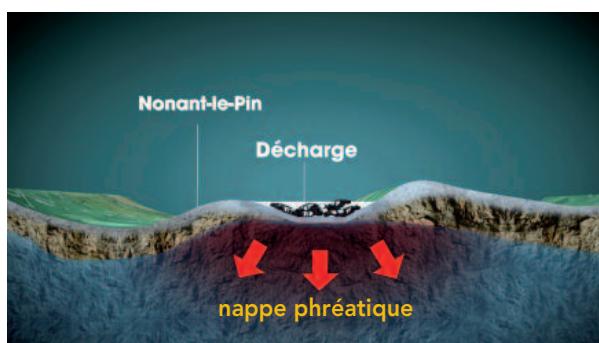




Manifestation devant la décharge,
le 24 octobre,
du Front de résistance
de l'Orne (Fro), soutenu
par les opposants
de Notre-Dame-des-Landes et de la Ferme
des mille vaches.

© Fabrice Simon



La décharge est construite au-dessus
d'une nappe phréatique,
et dans une zone inondable.

Front de résistance de l'Orne (Fro). Le nom claque comme celui d'un réseau de la Seconde Guerre mondiale. Mais le combat est bien actuel. Le Fro, pour les intimes, lutte contre l'implantation d'une immense décharge de résidus de broyage automobile et de déchets industriels banaux par l'entreprise Guy Dauphin environnement (GDE), à Nonant-le-Pin, dans l'Orne. Pour ses opposants, ce site de 50 hectares sera la plus grande décharge de résidus de broyage automobile d'Europe. Il doit stocker 150 000 tonnes de déchets par an pendant dix-sept ans, soit plus de

NONANT NE SERA PAS UNE DÉCHARGE !

À Nonant-le-Pin, beaucoup n'auraient jamais imaginé s'investir un jour dans un combat militant. Mais un projet de décharge dans leur petite ville de l'Orne a changé la donne. Un mouvement d'opposition est né en 2006, mais s'est réellement densifié fin 2012. Aujourd'hui, dans l'attente de décisions judiciaires et administratives, les Ornais ne veulent rien lâcher mais ont l'impression de crier dans le désert.

PAR JACQUES DUPLESSY



2,5 millions de tonnes au total. Le problème est qu'il est construit au-dessus d'une nappe phréatique, en zone inondable. Une véritable menace pour l'environnement.

« Au départ, en 2006, on n'avait pas trop perçu l'ampleur du projet, raconte François Maignan qui, depuis un an, est devenu, avec son épouse Véronique, un des piliers du Fro. J'étais alors conseiller municipal de Nonant-le-Pin. J'avais juste dit : ça serait bien d'informer la population. Quand le maire nous a demandé de voter, j'ai demandé un débat. Cela m'a été refusé. Je me suis donc abstenu. Le vote consultatif a été favorable. Je n'étais ni pour ni contre.

Je ne savais pas quoi en penser. Et puis ici, dans l'Orne, ce n'est ni la Corse ni la Bretagne. On n'est pas des révolutionnaires. Ici, la parole d'un préfet ou d'un président du Conseil général, c'est presque parole d'Évangile. » À cette époque, François et Véronique se résignent donc au projet.

D'autres riverains, plus inquiets, se mobilisent immédiatement. Les premières banderoles fleurissent. Jean Leprince, un enseignant à la retraite et « *amoureux de l'écologie* », est un des premiers à s'être engagé contre la décharge. « *Nous n'étions pas très nombreux. On animait des réunions d'information dans les villages, on essayait de sensibiliser le public. On était motivé car, quand on s'est intéressé progressivement à GDE, ce que nous avons découvert nous a affolés. On s'est dit : on a affaire à des voyous.* » (cf. encadré p. 69.) Émilie Dehaut, qui travaille dans la vente d'alimentation équine, a rejoint le combat bien tard, en 2012. Un

pour la santé publique. » Dans la région de Nonant-le-Pin, le cheval fait vivre des centaines de personnes. On y trouve parmi les plus beaux haras de France, et notamment le Haras national du Pin. C'est la richesse de cette tradition qui fournit aux opposants le nerf de la guerre : en vendant des saillies de pur-sang, les éleveurs vont financer en grande partie les actions en justice contre le projet de GDE.

Décisions contradictoires

Ouvrira, n'ouvrira pas... En 2012 et 2013, les décisions contradictoires s'enchaînent. Le préfet de l'Orne rend un avis négatif sur la décharge, alors que ses services ont pointé un important risque de pollution. GDE attaque la décision au tribunal administratif et obtient, fait quasi unique en France, que le tribunal se substitue au préfet pour donner l'autorisation d'ouverture de la décharge. Le préfet croit avoir trouvé la para-

« *On était motivés et, quand on s'est intéressé à GDE, ce qu'on a découvert nous a affolé : on a affaire à des voyous.* »

mastère de management international en poche, elle est revenue en 2011 pour travailler dans l'entreprise familiale. À 30 ans, rien ne la prédisposait à devenir l'énergique porte-parole du Fro. « *Au cours d'une réunion d'information au Haras du Pin, en mars 2012, on nous annonce que la décharge va ouvrir. J'ai tout de suite compris que mon métier qui est en périphérie de l'économie du cheval était menacé. Si nos terres sont polluées, on perd tout. Et il y a un risque*

de en instruisant de nouveau la demande, car la réglementation sur les déchets avait changé. Mais le président du Conseil général, Alain Lambert, qui affirme ne pas prendre parti, écrit discrètement à la ministre de l'Écologie, Nathalie Kosciusko-Morizet, pour lui demander d'intimer l'ordre au préfet de prendre l'arrêté d'ouverture du site. Le préfet sera contraint de s'exécuter. Pour certains, c'est l'arrivée des premiers camions qui provoque une prise →

→ de conscience. Véronique Maignan se souvient avec émotion de ce moment. C'était le 22 octobre 2013. «*J'étais en train de traire les vaches. De l'étable, j'ai une vue sur la décharge. Là c'était les Champs-Élysées, un défilé ininterrompu de camions. Je me suis mise à pleurer devant la salle de traite. Ça m'a fait un effet de fin du monde. Une vache est venue me lécher le bras, comme si elle comprenait ma peine. J'ai eu comme une révélation : je devais m'engager contre la décharge. Mais que faire ?*»

Chaîne militante

Pendant ce temps, trois anti-GDE se rencontrent le 23 octobre au soir et décident symboliquement une action coup-de-poing pour le lendemain. Chacun doit appeler cinq camarades. À 11 h, ils sont une petite quinzaine à obstruer l'entrée de la décharge avec tracteurs et voitures. Émilie Dehaut est présente. «*Je croyais qu'on allait se faire dégager dans les deux heures, raconte la jeune femme. Et puis les gens arrivaient de partout. Les gendarmes ont essayé de nous convaincre de partir. On a fait bloc. On a décidé désormais de voter toutes nos décisions concernant le blocus. Nous n'étions pas préparés à rester. Il faisait froid. On a allumé un feu et on a dormi tant bien que mal dans les vans de chevaux.*» Le lendemain, ils sont cinquante, puis cent à rejoindre le blocus. Parmi eux, on retrouve Véronique et François. «*On ne connaissait quasiment personne. Nous avons été reçus un peu froidement. Des gens nous ont dit : on ne nous a jamais vus aux réunions, on*



Véronique et François Maignan, agriculteurs, deux piliers du Fro, voient la décharge depuis leur étable. © Jacques Duplessy – Ci-dessous, le doyen du Fro en discussion avec Émilie Dehaut, la porte-parole du mouvement. © Fabrice Simon



« Le Fro, c'est une aventure humaine qui rassemble : agriculteurs, retraités, professeurs, commerçants, acteurs de la filière chevaline. »

croyait que vous étiez pour le projet !» Mais la glace se rompt facilement. Les militants tiennent une journée, puis une nuit de plus. C'est à ce moment-là, autour du feu et d'une bouteille de rouge, que le nom de Front de résistance de l'Orne (Fro) a émergé. «*Nous étions quatre, se souvient Jean-Michel Teissier. On cherchait quelque chose de rassembleur car c'est un mouvement citoyen. On se sentait les résistants d'aujourd'hui contre ces multinationales sans foi ni loi.*» «*À notre grande surprise, nous n'étions pas expulsés, se souvient Émilie. Alors*

on s'est installé.» Le 30 octobre, un grand camion d'attelage est amené pour permettre à l'équipe de nuit de dormir un peu, ainsi qu'un auvent. L'un apporte un groupe électrogène, l'autre un canapé, un autre encore un barbecue. Une cuisine est finalement installée dans une remorque. Désormais les anti-GDE s'installent dans la durée. Mais ils n'imaginent pas un instant qu'ils tiendront le siège jour et nuit pendant quasiment un an.

Le Fro se structure : équipe de jour, équipe de nuit, planning pour la nourriture, vente de calendriers afin de financer la

lutte. Des gens de la région viennent les rejoindre. «*Le Fro, c'est une aventure humaine, raconte Émilie. Des gens de différentes conditions qui vivaient chacun de leur côté sans se connaître ni se parler se sont rencontrés. Nos détracteurs disent que notre combat est un combat de riches, celui des éleveurs de chevaux. C'est faux ! Nous rassemblons des personnes de tous milieux : agriculteurs, retraités, professeurs, commerçants, acteurs de la filière du cheval... Et tout le monde trouve sa place ici.*» Et lorsqu'ils découvrent qu'en à peine deux jours d'activité de la décharge, des déchets illégaux ont déjà été déposés – des morceaux de pneus interdits dans ce type de dispositif –, l'ardeur des membres du Fro se renforce. Parmi ces militants, quasiment aucun n'avait mené de combats associatifs ou →



Ci-dessous, le 15 octobre, manifestation à Alençon après l'expulsion des manifestants du site. © Benoît Jean

Ci-dessus, les premiers camion déchargent les déchets le 22 octobre, juste avant le blocage.



→ syndicaux. Ni même manifesté. Ils étaient des citoyens ordinaires, légalistes. La plupart ont toujours voté régulièrement. Certains sont de droite, d'autres de gauche. D'ailleurs, pour éviter de cliver leur mouvement, ils ont pris la décision d'éviter de parler politique. «*Le Fro, c'est une grande expérience humaine*, analyse Véronique Maignan. *Ce combat m'a fait davantage accepter les différences, m'a appris à mieux écouter. Car, évidemment, il y a eu du tirage entre nous.*»

Dorothée, 35 ans, une secrétaire comptable qui habite à 300 mètres de la décharge, s'est engagée «pour ses deux enfants». «*Je n'avais jamais mené de combat comme celui-là, mais ça m'a semblé naturel de le faire. J'ai fait les nuits sur le blocus; pour les rencontres, c'est super.*»

Émilie, la porte-parole, est transformée par l'expérience: «*J'ai appris à me taire, à essayer de contenter tout le monde, à parler aux journalistes, à encaisser la pression, à me lever au milieu de la nuit pour mener des actions. Heureusement, j'avais travaillé dans l'événementiel donc je sais un peu organiser les choses.*» Être femme et une des leaders du mouvement n'a pas été une sinécure: «*Il y a des gros machos dans les réunions qui n'écoutent que la parole des hommes. Certains étaient durs avec nous.*»

«J'ai ouvert les yeux sur un monde que je n'imaginais même pas: la collusion entre argent et politique.»

Un an de blocage n'a pas été toujours facile à porter et a exigé de nombreux sacrifices. Les liens avec la famille et les amis se sont parfois distendus. Certains ont été à la limite de la dépression. «*Quand on est démoralisé, c'est le groupe qui nous tient*», lâche Émilie qui avoue ne pas avoir eu de loisirs depuis un an. Mais cette aventure qui se poursuit les a fait devenir autres et a fait émerger chez eux un nouvel esprit citoyen. «*J'ai ouvert les yeux sur un monde que je n'imaginais même pas, la collusion entre argent et politique*, déclare Véronique, amère. *Une bonne communication, de l'argent, des relations... Et GDE peut faire n'importe quoi. Notre démocratie ne fonctionne pas comme elle le devrait.*»

Galvanisés

En septembre 2014, la diffusion du documentaire *Déchets: scandales et gros profits* dans l'émission de France 3 «Pièces à conviction» fait l'effet d'un nouvel électrochoc. «*Des gens sont venus sur le blocage pour nous dire: "On ne pensait pas que c'était si grave. Continuez de vous battre!" Ça nous a galvanisés*», raconte Émilie. Quelques jours plus tard, coup de massue pour les militants. Les gendarmes mobiles investissent le campement à l'aube du 6 octobre et

expulsent ses occupants, réouvrant l'accès à la décharge. Immédiatement, GDE lance des travaux pour remettre en état le site. L'entreprise cherche à amener des déchets le plus vite possible pour mettre les opposants devant le fait accompli. Elle construit sur le champ un mur en béton avec un immense portail le long de la nationale pour ne laisser aucun espace aux manifestants pour bloquer le site. «*Le mur de la honte*», pour ces militants qui dénoncent un abandon de l'État.

Aussi sec, le Fro réinstalle ses quartiers sur un terrain privé juste en face de l'entrée de la décharge. «*C'est très important d'avoir un lieu*, explique Jean Leprince. *Cela nous permet de continuer de nous retrouver au quotidien et de surveiller les activités de GDE. D'autre part, c'est un lieu d'information. Les gens s'arrêtent et viennent nous voir pour discuter. Et puis, c'est un point de rendez-vous pour les journalistes.*» Pour nourrir la mobilisation et faire vivre le mouvement médiatiquement, des actions symboliques sont régulièrement organisées. Récemment, une militante s'est enfermée quelques heures dans sa voiture après l'avoir garée devant l'entrée de la décharge, bloquant le passage des camions, pour exiger que Ségolène Royal s'empare du dossier. Quelques jours plus tard, des bennes de fumier ont été déversées comme signe de protestation «écologique».

Nonant-le-Pin fait désormais partie des zones à défendre (Zad) des militants éco-

Face-à-face tendu. GDE a fait venir des salariés de son usine de Caen pour manifester contre le blocage des manifestants. © Fabrice Simon

VOIR

Émission «Pièces à conviction»

Déchets: scandales et gros profits, film de Stéphane Girard et Jacques Duplessy (Tac Presse, disponible sur www.youtube.com)

Site des opposants: www.sauvegarde-derrestres-delevage.com





Une action du Fro pendant les jeux mondiaux d'équitation devant le Haras du Pin à quelques kilomètres de la décharge, en août 2014. © Fabrice Simon

listes. Le Fro a découvert la convergence des luttes. Des militants contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes et contre la Ferme des mille vaches sont venus les voir. «*La rencontre était très enrichissante, nous avons pu comparer nos méthodes*», raconte Jean Leprince. Mais les militants du Fro restent prudents. «*Nous voulons éviter ici la présence d'agitateurs professionnels itinérants. Nous sommes sans étiquette.*» Symboliquement, trois de leurs membres se sont rendus à Amiens au procès de ceux qui ont démonté des installations de la Ferme des mille vaches. «*Nous avons présenté notre combat devant 3000 personnes. Pour nous, c'était inimaginable il n'y a pas si longtemps encore.*» Mais le combat du Fro est dans une phase

critique. GDE a lancé des actions en justice tous azimuts pour tenter de ruiner ses opposants. Dix éleveurs repérés par l'entreprise sur le blocus sont poursuivis. GDE ne leur réclame pas moins de 6,7 millions d'euros pour le manque à gagner !

Un dossier explosif

Sur le plan judiciaire, la lutte est aussi acharnée. Les opposants ont attaqué devant le Conseil d'Etat la décision du tribunal administratif qui s'est substitué au préfet pour autoriser GDE à ouvrir la décharge. La décision est imminente. Un coup dur pour le Fro : la cour d'appel a confirmé fin janvier la décision du tribunal de grande instance d'Argen-

tan de fermer la décharge à la suite de dépôt de déchets illicite. Au niveau politique, Laurent Beauvais, président de la région Basse-Normandie, les soutient mais Ségolène Royal refuse pour le moment de s'impliquer dans ce dossier explosif. Norny, une militante du Fro a démarré une grève de la faim pour demander à la ministre de l'Écologie d'examiner enfin ce projet.

Quand on évoque l'avenir de leur combat, les regards sont déterminés. «*On n'envisage pas de perdre, affirment-ils. On retournera bloquer la décharge s'ils ramènent des déchets. Nous sommes contre la violence mais si on nous pousser à bout... Leur mur, un coup de tracteur et ça saute. GDE va dégager. C'est certain.*» ■

GDE POURSUIVI POUR ESCROQUERIE

Claude Dauphin, qui a assuré la direction de GDE avant de la transmettre à son fils Guillaume, est aussi le fondateur de Trafigura, un des géants mondiaux du négoce de pétrole. Trafigura s'est fait connaître dans l'affaire du Probo Koala en Côte-d'Ivoire. En septembre 2006, ce cargo a déversé plus de 500 tonnes de résidus pétroliers toxiques à Abidjan, provoquant une pollution mais aussi l'intoxication de milliers d'habitants. Selon les autorités ivoiriennes, il y aurait eu une quinzaine de morts. L'entreprise a été condamnée aux Pays-Bas en juillet 2010 pour infraction à la législation européenne sur l'importation et l'exportation de déchets et pour avoir caché la nature des déchets transportés. En France, les pratiques de GDE sont dans le collimateur de la justice. Dans d'autres sites de la région de Caen, l'entreprise a enfoui clandestinement environ 150 000

tonnes de résidus de broyage automobile. Sous la contrainte des autorités, elle les a en partie nettoyés ou sécurisés. Et si GDE a échappé à une condamnation pour enfouissements illégaux de déchets devant le tribunal de Caen en septembre 2014, c'est uniquement à cause de la prescription due à la lenteur du Parquet dans le traitement de ce dossier ouvert en 2008. Mais GDE n'en a pas pour autant fini avec la justice. Une instruction est en cours pour escroquerie, au Mans. Depuis plus de vingt ans, GDE pratiquerait une escroquerie à la balance : l'entreprise aurait rajouté 20% au poids quand ses clients devaient payer pour l'élimination des déchets et aurait enlevé le même montant quand elle devait racheter des déchets valorisables, par exemple les métaux. Des centaines de communes et d'entreprises auraient été victimes de ces pratiques.